



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

Secrétariat général pour
les affaires régionales

Les schémas régionaux de l'asile

- présentation synthétique et méthodologie en région -

Réf. : loi du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile

: arrêté du 21/12/2015 portant publication du schéma national d'accueil des demandeurs d'asile

Finalités

Renforcer le pilotage et l'ancrage territorial de la mise en œuvre de la réforme de l'asile par :

- une répartition équitable au sein de chaque région des places CADA créées ;
- une fluidité optimale du parcours des migrants, avec notamment un premier accueil réactif et efficace ainsi qu'avec des solutions d'hébergement adaptées à la situation des personnes ;
- un pilotage permanent du suivi de la prise en charge des demandeurs d'asile, en coopération étroite avec les services de l'OFII.

« Précautions » d'élaboration

Les orientations du schéma régional doivent être cohérentes avec le plan gouvernemental 2015-2016 en faveur des migrants, les engagements de la France dans le programme européen de relocalisation des migrants et les indicateurs du BOP 303.

Elles doivent également être définies en étroite coopération avec les collectivités territoriales et avec la participation des associations et opérateurs concernés.

Calendrier

fin mai 2016 : transmettre le projet de schéma régional à la DGEF

fin juin 2016 : publication d'un arrêté du Préfet de région, portant création et validation du schéma

Objectifs et architecture du schéma régional

- présenter le dispositif régional prévu pour l'enregistrement des demandeurs d'asile ;
- définir le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'asile ;
- déterminer les perspectives d'évolution du parc d'hébergement et assurer l'effectivité du dispositif d'orientation directive des demandeurs d'asile prévu dans la loi ci-dessus référencée ;
- fixer, par arrêté préfectoral pour fin juin 2016, ce schéma régional pour 2 ans (2016-2017).

Pour mémoire : le ministère de l'intérieur prévoit la création de 8.630 places supplémentaires CADA en 2016, dont 5.130 pour les migrants « relocalisés » (*issus des hotspots de Grèce et d'Italie*).

Pour la région Nord – Pas-de-Calais – Picardie, l'objectif de création de places CADA supplémentaires est fixée en 2016 à 496 (*et + 106 en 2017*).

Contenu-type des schémas :

- description du dispositif régional d'enregistrement des demandeurs d'asile et de leur prise en charge par les structures de 1^{er} accueil ;
- présentation de l'état actuel du parc d'hébergement pour demandeurs d'asile et des modalités de leur orientation dans ce parc ;
- objectifs d'évolution des capacités d'hébergement ;
- adaptation des structures existantes aux besoins, tant locaux que nationaux ;
- modalités d'amélioration de la fluidité au sein du parc d'hébergement.

Pilotage et coordination

Le préfet de région pilote ce schéma, avec l'appui du SGAR et de la DRJSCS et en coopération avec les préfets de département et avec la contribution des directions territoriales de l'OFIL.

Seront étroitement associés l'ensemble des services déconcentrés de l'Etat concernés, le Conseil régional, les Conseils départementaux et les représentants des communes ; les acteurs de l'hébergement et du logement ainsi que de l'accompagnement et humanitaires. Par ailleurs, les opérateurs sanitaires et sociaux, de la réussite éducative et de la culture seront également sollicités.

Dans ce cadre, seront constitués :

- un comité stratégique, se réunissant 2 fois par an ;
- un comité de pilotage opérationnel, se réunissant 1 fois par trimestre ;
- des groupes de travail, par exemple : « Parcours des migrants » ; « État des lieux et planification de l'hébergement des migrants » ; « Spécificités de la politique de l'asile et liaisons avec les dispositifs de droit commun », etc.

Enfin, un avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) sera sollicité avant la publication du schéma par arrêté préfectoral. De plus, le schéma régional de l'asile devra souligner sa cohérence avec les orientations des plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées.

Périmètre d'actions

- en termes de publics : demandeurs d'asile, migrants « relocalisés » (*issus de Grèce ou d'Italie*), réfugiés « réaffectés » (*issus de l'espace Schengen, notamment d'Allemagne, ou des plans spécifiques d'accueil du MI de réfugiés syriens ou afghans*), migrants de Calais et de Grande-Synthe, déboutés de l'asile ;
- en termes de dispositifs : guichets uniques d'accueil, CADA, HUDA, AT-SA, CAO et CPH ainsi que, pour une cohérence d'ensemble, les dispositifs de l'hébergement d'urgence de « droit commun » (BOP 177), de l'accès au logement, de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la formation et de l'action sociale.